



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241015-15102024108BIS-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/10/2024

Publication : 22/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le 15 octobre 2024 à 15h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,
Madame MARCASSIN Marie-Françoise ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

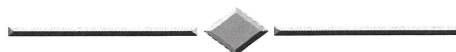
Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 8 octobre 2024



DÉLIBÉRATIONS

9 DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET PRESTATAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative n°1 de l'exercice 2024 a pour objet de réviser et d'adapter les prévisions budgétaires en fonction des dernières évolutions. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 488 423 € soit +54 748 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 434 € soit +16 998 €

- En octobre dernier, lors de la préparation du budget primitif 2024, la prévision d'heures d'aide à domicile pour 2024 avait été fixée à 13 932 heures. Selon la réalisation constatée au 1^{er} semestre, ce seraient 14 350 heures d'aide à domicile qui seraient réalisées d'ici la fin de l'exercice 2024, soit une différence de +418 heures. Multipliées par le tarif plancher de 23,50€, ces 418 heures supplémentaires représentent une inscription de recettes nouvelles d'un montant de 9 823 €.
- Le Décret n° 2024-2 du 2 janvier 2024 relatif au montant minimal mentionné au 1° du I de l'article L. 314-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles a augmenté le tarif plancher d'une heure d'aide à domicile de 23 € à 23,50 €. Ce Décret, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2024 a pour conséquence de modifier la prévision de recettes de + 7 175 €.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 148 989 € soit +37 750 €

- La subvention d'équilibre du budget principal est revue à la hausse (+36,5 K€) pour financer l'augmentation des dépenses de personnels. La subvention d'équilibre s'élève au total à 116,2 K€, un niveau quasiment équivalent au total voté au budget 2023 (124,9 K€ pour mémoire).

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté (déficit) » : 89,50 € soit +89,50 €

- Reprise du résultat négatif constaté au compte administratif 2023.

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 463 338,50 € soit +54 658,50 €

- En fonction de l'augmentation de l'activité, les charges de personnel doivent être revues à la hausse pour assurer les heures d'aide à domicile (+52,2 K€).
- Le marché APP (analyse de pratiques professionnelles) pour les aides à domicile est revu à hauteur de 3,5K€ au lieu des 1 K€ inscrits initialement.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 20 450 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 3 445 € (inchangé)

DÉLIBÉRATIONS

Investissement : 12 662,23 € soit +9 217,23 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 7 611,23 € soit +7 611,23 €

- Reprise du solde excédentaire de l'exercice 2023 constaté à la section d'investissement.

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 1 606 € soit +1 606 €

- Constatation du versement de FCTVA (Fonds de Compensation pour la TVA) par la Préfecture selon les biens immobilisés éligibles acquis à l'exercice N-2.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 3 445 € (inchangé)

- Amortissement des immobilisations.

Dépenses :

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 10 662,23 € soit +9 217,23 €

- Ces crédits permettront l'acquisition de matériel professionnel de blanchisserie.

Chapitre 13 « Dépenses d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

- Amortissement d'une subvention d'équipement perçue sur un exercice antérieur.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget Prestataire,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 488 423 € soit +54 748 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 434 € soit +16 998 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 148 989 € soit +37 750 €

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté (déficit) » : 89,50 € soit +89,50 €

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 463 338,50 € soit +54 658,50 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 20 450 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 3 445 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 12 662,23 € soit +9 217,23€.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 7 611,23 € soit +7 611,23 €

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 1 606 € soit +1 606 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 3 445 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 10 662,23 € soit +9 217,23 €

Chapitre 13 « Dépenses d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation


 Valérie RAPITEAU
 Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.